

Entretien avec la Revue du Liban, n° 4027, du 12 au 19 novembre 2005

Georges Corm : Le Liban est revenu au statut d'Etat tampon

*Ancien ministre des Finances, économiste, consultant auprès d'organismes internationaux et de banques centrales, Georges Corm est également un universitaire et l'auteur de nombreux ouvrages de référence. Il a récemment publié *Orient-Occident, la fracture imaginaire* et *Le Liban contemporain* (éditions La Découverte). Dans un entretien exclusif, il donne son analyse sans concessions de la situation au Liban et au Proche-Orient*

1- Comment analysez-vous les événements qui se sont précipités depuis le vote de la résolution 1559 et l'assassinat du président Hariri ?

Il s'agit de l'inexorable montée en puissance de l'influence multiforme et hégémonique des Etats-Unis au Moyen-Orient qui a commencé avec la première Guerre du Golfe en 1990-91 et qui s'exprime aujourd'hui, depuis l'invasion de l'Irak, par le désir avoué de Washington de redessiner la carte du Moyen-Orient et d'en finir avec tout élément de résistance à sa domination et aux conquêtes territoriales israéliennes (le Golan et la Cisjordanie). L'association très récente de la France à cette politique américaine a fait perdre à la région un contrepoids important et utile

2- Dans la réédition actualisée de votre livre « Le Liban contemporain », vous affirmez que le Liban est en train de redevenir un pion dans le jeu géopolitique régional. Le Liban n'est-il pas menacé de passer d'une tutelle (syrienne) à une autre (celle des Etats-Unis) et -une fois de plus- servir d'espace de confrontation dans la perspective américaine d'un nouveau « grand Moyen-Orient » ?

Il ne fait pas de doute que les événements dramatiques du Liban sont une diversion importante à l'échec américain en Irak, mais aussi désormais une fuite en avant devant les problèmes intérieurs de l'administration Bush. Ils visent à légitimer toute la politique et la rhétorique de George Bush sur la guerre contre le terrorisme dans laquelle l'humanité devrait s'engager et, de ce fait, c'est aussi une diversion très utile à la chute de sa popularité et celle des néo-conservateurs qui l'entourent dans l'opinion américaine, notamment avec l'inculpation de l'un des principaux assistants du vice-président américain, Lewis Libby. En septembre 2004, j'avais expliqué dans une libre opinion au journal *Le Monde* pourquoi et comment la résolution 1559 remettait la scène libanaise sur l'échiquier régional et en faisait à nouveau un espace d'affrontement géopolitique. Cet article a hélas été prémonitoire. Le Liban est revenu au statut d'Etat tampon entre forces rivales qui s'affrontent de plus en plus féroce au Moyen-Orient, les Etats-Unis faisant feu de tout bois pour faire cesser toute opposition à leur politique dans la région. Dans ces conditions de déstabilisation, il faut être un peu naïf pour croire que nous allons vers une « démocratie modèle » au Liban.

Quant au projet de « Grand Moyen-Orient », je ne connais rien de plus fumeux que les différents documents qui le constituent ou lui ont servi de base, notamment ceux sur le « chaos constructif » ou ceux qui ont racolé des idées dans le premier rapport du PNUD sur

le développement humain dans le monde arabe. La démocratie ne se décrète pas et ne s'improvise pas ; elle exige des conditions de milieu propice, sociologique, économique, culturelle et, surtout économique et géopolitique. Or, ces conditions, non seulement ne sont pas réunies, mais la politique américaine elle-même contribue à en rendre la réalisation très difficile.

3- *Avec le vote de la résolution 1636 du Conseil de sécurité, le 31 octobre, pourrait-on assister à un processus de déstabilisation de la Syrie et quels seraient ses effets sur le Liban ?*

On a l'impression que les drames du Liban ont eu pour cause principale (ou résultat) le désir d'entraîner la Syrie dans la déstabilisation et la crise. Que le régime syrien, par bêtise ou par impotence et ossification ou criminalité, soit entièrement ou partiellement responsable (et peut-être bien coupable) n'est finalement qu'une question accessoire. L'exemple irakien ou, auparavant, celui des accords totalement déséquilibrés entre Israël et l'OLP en 1993 (accords d'Oslo), montrent bien que la dynamique régionale entraînée par les Etats-Unis et Israël depuis plusieurs décades ne fait qu'augmenter la déstabilisation et les douleurs de la région. Personne, en dehors des Israéliens, qui ont intérêt à maintenir le monde arabe dans une situation de désintégration et de convulsions, n'a une idée claire ou convaincante de ce que devrait être le Moyen-Orient ; aucun Etat occidental, pas plus que les Russes ou les Chinois ne sont prêts à faire pression sur Israël, et donc à se heurter aux Etats-Unis, pour que cet Etat respecte les résolutions des Nations unies qui le concernent, ce qui permettrait d'ouvrir la voie à l'apaisement.

Une déstabilisation de la Syrie peut être ravageuse pour le Liban, car quoique l'on fasse, nos frontières sont poreuses ; par ailleurs, nous ne sommes pas un Etat fort, comme la Jordanie, qui peut supporter le poids de centaines de milliers de réfugiés additionnels ; enfin, la scène libanaise est malheureusement et traditionnellement idéale pour effectuer les pires règlements de compte régionaux et internationaux. La plupart de nos hommes politiques sont dotés d'un atavisme inguérissable qui les entraîne à être parties prenantes à ces règlements de compte et à s'identifier à la politique de telle ou telle puissance régionale ou internationale.

4- *Comment jugez-vous le jeu de la France dans ce contexte?*

J'aime la France et je souffre de voir que, croyant bien faire pour le Liban, elle participe malheureusement à la déstabilisation du pays. Son action, en finale, ne profite qu'aux Etats-Unis. Sa contribution fondamentale à la résolution 1559 a représenté une rupture fondamentale avec sa politique au Liban, exprimée encore avec vigueur par Jacques Chirac au parlement libanais en 2002 à l'occasion du sommet de la Francophonie (maintien des troupes syriennes au Liban jusqu'au règlement du contentieux israélo-arabe), mais aussi par Rafik Hariri dans sa déclaration ministérielle d'octobre 2000. Ici encore, l'abandon d'une spécificité française au profit d'une alliance avec les Etats-Unis a été plus que contreproductif et a jeté le Liban dans l'inconnu.

5- De fait, n'a-t-on pas mélangé deux choses : l'enquête nécessaire sur l'odieux assassinat du président Hariri et une ingérence dans les affaires intérieures libanaises, notamment pour ce qui concerne le désarmement du Hezbollah ou le mandat du président de la République ?

Autant, je pense que l'assassinat dramatique de l'ex-Premier ministre est effectivement un acte odieux qui doit susciter l'indignation ferme, autant je pense que « la fureur » locale et internationale que cet évènement a déclenchée, et dont nous subissons les conséquences déstabilisatrices, nous a empêché de garder la tête froide et de nous préserver des jeux féroces de la géopolitique internationale sur notre pays et sur la région. Ici encore, l'attitude plus que molle, voir étrangement passive, des deux régimes libanais et syriens devant cet assassinat n'a fait qu'augmenter cette fureur et les accusations qui l'accompagnent, mais c'est bien la première fois que l'assassinat d'un homme politique entraîne ce brouhaha international : pensons à Kennedy, Olof Palme, Aldo Moro, tous ayant une stature internationale exceptionnelle, et tous assassinés, à la consternation générale, mais sans mobilisation des Nations unies pour découvrir les assassins. Aujourd'hui, l'activisme onusien en matière libanaise représente un fait inédit dans l'histoire des relations internationales et le Liban se trouve enserré dans une série impressionnante de résolutions et déclarations du Conseil de sécurité de l'ONU. Son sort se trouve entre les mains de deux personnes nommées par les Nations unies (Mehlis et Larsen) qui écrivent des rapports pour le moins pas très précis, compte tenu de la complexité de la politique libanaise et de la gravité des évènements. Avec la nouvelle résolution qui a été votée pour obliger la Syrie à coopérer avec la Commission d'enquête, cette dernière, après l'Irak et le Liban, va entrer à son tour dans l'internalisation/américanisation.

6- L'un des résultats les plus tangibles des événements qui se sont déroulés depuis le vote de la résolution 1559 n'a-t-il pas été un regain des clivages confessionnels et communautaires, voire le retour des dirigeants féodaux qui ont intérêt à ce que rien ne change ?

Bien sûr, la résolution a fait ressurgir le clivage traditionnel entre « pro-occidentaux », acceptant avec joie et enthousiasme les désirs géopolitiques des puissances occidentales et les partisans d'une résistance à l'ordre américano-israélien qui s'étend sur le Moyen-Orient. Certains politiciens tentent de se faufiler entre ces deux tendances de fonds, d'autres s'y engouffrent tête baissée, peu soucieux du destin de leur propre communauté parce qu'à la recherche d'une place personnelle au soleil dans le « nouveau Moyen-Orient » que les Etats-Unis font miroiter. Certains cachent leur jeu en comptant sur d'autres de leurs collègues pour faire preuve d'intransigeance. Tout cela n'est vraiment pas beau ! Quant aux ambassadeurs en poste à Beyrouth, on a malheureusement l'impression que c'est eux qui mènent le jeu, tout autant que l'a fait autrefois le résident de Anjar. Le problème est que beaucoup de Libanais ne savent pas faire la distinction entre l'admiration pour ce qu'est l'Occident dans ses progrès matériels, scientifiques et intellectuels et l'action géopolitique des puissances occidentales qui n'a pas fini de tourmenter cette région du monde et de susciter des réactions de refus violent, lesquelles n'ont jamais constitué non plus une réponse appropriée. Il est temps d'apprendre que les

puissances (occidentales ou orientales) ne sont pas des œuvres de bienfaisance et que les Nations unies ne représentent pas vraiment la légalité internationale mais expriment simplement un rapport de force politique et militaire.

7- Le système constitutionnel actuel est-il encore viable et préserve-t-il l'unité nationale? Quelle serait la solution pour le Liban ?

Je suis de ceux, parmi bien d'autres, qui pensent depuis longtemps que ce système n'est pas susceptible de nous mener à l'Etat de souveraineté dont rêvent tant de Libanais. J'ai montré dans mon dernier ouvrage sur le Liban (mais aussi dans des ouvrages précédents) que le régime communautaire, tel que pratiqué depuis 160 ans (1845), est un obstacle majeur à l'exercice de la pleine souveraineté. Nos communautés sont devenues des organes de droit public, à la base de la vie constitutionnelle du pays, et qui sont enchâssées dans des réseaux de puissances politiques régionaux ou internationaux. Elles n'ont malheureusement plus de « religieux » ou de spirituel que le nom.

Il serait donc temps de rendre les communautés religieuses à un statut civil (et non plus de droit public), ce qui leur permettrait d'ailleurs de retrouver leur vocation première spirituelle. Cela n'empêcherait pas de conserver certains gardes fous dans la représentation politique (comme la règle de répartition des sièges au parlement à part égales entre chrétiens et musulmans, en abandonnant bien sûr les très stupides sous-répartitions entre différentes communautés musulmanes et chrétiennes). Cela permettrait d'aérer considérablement la vie politique et de faire apparaître, enfin, le grand clivage dans l'opinion libanaise entre pro et « anti-occidentaux », non plus comme un clivage « civilisationnel » entre chrétiens et musulmans, mais comme un clivage profane, de nature essentiellement politique, et dont il convient de débattre sans le poids des atavismes communautaires qui embrouillent toutes les questions et empêchent les vrais débats intelligents.

8- Au regard de ce qui se passe en Irak, en Palestine ou au Liban, la fracture entre l'Orient arabe et l'Occident ne risque-t-il pas de s'aggraver, comme vous le soulignez dans l'un de vos derniers ouvrages (Orient-Occident, La fracture imaginaire?) ?

Georges Bush a tout fait depuis le 11 septembre 2001 pour consolider la fracture et réaliser sur le terrain ce qui n'était qu'une fantaisie de mauvais goût propagée par Samuel Huntington quant à la guerre des civilisations. Il ne faut absolument pas que les Libanais acceptent d'entrer dans ce jeu ; or depuis la résolution 1559, c'est bien ce qui arrive, alors qu'au moment de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, et grâce à la position courageuse du pape Jean-Paul II, mais aussi de la France et de l'Allemagne, il y avait eu unité nationale pour condamner cette invasion.

9- Vous écrivez « Autrefois, le Liban était considéré comme un pays charnière entre Orient et Occident... et les meilleurs des Libanais avaient développé une philosophie de la convivialité islamo-chrétienne qui aurait pu être un exemple pour le monde entier » Peut-il retrouver ce rôle et à quelles conditions?

Le Liban, comme bien d'autres pays, a perdu la mémoire de son génie propre. Très peu de Libanais d'aujourd'hui connaissent la richesse de leur patrimoine intellectuel et la complexité de leur histoire. Les idées politiques sont d'un simplisme affligeant et d'un caractère si tranché et passionnel que l'on hésite à donner son avis, car toute nuance est mal prise ou mal interprétée. C'est pourquoi, l'an dernier j'avais publié un recueil de textes remarquables du regretté Père Youakim Moubarac sur le dialogue islamo-chrétien, sur le sionisme et ses dangers pour le Liban et la région, sur la vocation historique du Liban et celle de la communauté maronite dans leur environnement arabe et sur tant d'autres sujets passionnants . Je vais essayer d'élargir ce travail en publiant un recueil de textes de nos grands penseurs libanais (Khalil Gebrane, Amin El Rihani, Bechara El Khoury, Kamal Joumlatt, Charles Corm, Youssef Saouda, Foad Ammoun, etc...) que nous nous obstinons à oublier ce qui nous entraîne à répéter de façon automatique et aveugle les clichés dominants dans le monde.

Je vous rassure, nous ne sommes pas seuls dans ce cas d'amnésie, car le monde est entré dans une phase obscurantiste où la pensée des néo-conservateurs américains et le « réveil » du fanatisme religieux qu'elle entraîne un peu partout dans le monde fait des ravages. Ce sera d'ailleurs le sujet de l'ouvrage que je viens d'achever et qui doit paraître en janvier prochain à Paris.

Entretien avec Zeina el TIBI